



## **Cahier spécial des charges réf. S/21/0057**

# **Marché de services «MAINTENANCE DU PARC D'EXTINCTEURS ET DU MATERIEL DE PROTECTION INCENDIE»**

Procédure négociée directe avec publication préalable

## **CLAUSES ADMINISTRATIVES**

## CLAUSES ADMINISTRATIVES : PREMIERE PARTIE

### - A - LISTE DES DÉROGATIONS

Liste des articles de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :

- Articles 44, §2 et 47, §1<sup>er</sup>
- Article 45, §1
- Article 44, §2 et 45, §3

### - B - ADRESSES

**Adjudicateur :** Immobilière sociale Toit&moi SCRL  
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

**Service dirigeant :** Service support - Achats  
Pierre Claerbout, Directeur gérant  
Adresse : Place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

**Fonctionnaire dirigeant :** Stéphane Dubois, chef de service Sécurité & Bien-être  
Adresse : rue Fernand Maréchal n°26 à 7000 Mons  
Tél. : 065/47.01.21 - Courriel : [sdubois@toitetmoi.be](mailto:sdubois@toitetmoi.be)

Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention 'marché de services n° S/21/0057, à l'attention de Madame Madicken DEHAM, gestionnaire de marches publics, service Achats (Courriel : [mdeham@toitetmoi.be](mailto:mdeham@toitetmoi.be))

### - C- OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

Le marché se rapporte à la maintenance du parc d'extincteurs et du matériel de protection incendie, dont le détail des prestations à réaliser figure à l'inventaire en annexe au cahier spécial des charges.

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article 2, 21° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Lieu(x) d'exécution des prestations : Entités de Mons, Frameries, Colfontaine et Quévy

### - D- DURÉE DU MARCHÉ

1 an avec trois reconductions tacites d'une année chacune

### - E - MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES

Le marché sera conclu par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1, 1° de la loi du 17 juin 2016.

- Publication au Bulletin des Adjudications
- Site internet de l'Adjudicateur (<http://www.toitetmoi.be/marches-publics/>)

### - F- CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont l'offre sera financièrement la moins chère.

<b>- G -</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DES LOTS</b>	
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.)
Unique	Maintenance du parc d'extincteurs et du matériel de protection incendie	< 214.000,00€

<b>- H -</b>	<b>MODE DE DÉTERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ</b>
Mixte	

<b>- I -</b>	<b>FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS</b>
<p>La réalisation de ce marché nécessite le fractionnement des services.</p> <p>L'adjudicataire procèdera aux prestations selon les besoins de l'adjudicateur, traduits dans les bons de commande successifs et dans les délais mentionnés à l'inventaire ou au cahier spécial des charges.</p> <p>Conformément à l'article 32, §3 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution du marché dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° la gestion administrative et le secrétariat ;</li> <li>2° le déplacement, le transport et l'assurance ;</li> <li>3° la documentation relative aux services ;</li> <li>4° La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;</li> <li>5° les emballages ;</li> <li>6° la formation nécessaire à l'usage ;</li> <li>7° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail</li> </ul>	

<b>- J -</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</b>
6 mois	

<b>- K -</b>	<b>BASE LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE</b>
<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;</li> <li>- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- L'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- La loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</li> <li>- La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ;</li> <li>- Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché</li> </ul> <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ;</li> <li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.</li> </ul> <p>Les sous-traitants auxquels il est fait appel et ceux qui mettent du personnel à disposition pour l'exécution de ce marché sont tenus, dans les mêmes conditions que l'adjudicataire, de respecter les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées ci-dessus et de faire respecter celles-ci par leurs propres sous-traitants et par toute personne mettant du personnel à leur disposition.</p>	

<b>- L -</b>	<b>COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES</b>
<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le cahier spécial des charges <ul style="list-style-type: none"> <li>– les clauses administratives</li> <li>– les clauses techniques</li> </ul> </li> <li>2. les annexes <ul style="list-style-type: none"> <li>– le formulaire de soumission</li> <li>– l'inventaire récapitulatif</li> <li>– la fiche signalétique « sous-traitant »</li> </ul> </li> </ol>	

<b>- M -</b>	<b>CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHE</b>
<p>Sur les sites officiels</p> <p>A télécharger sur le site internet du Adjudicateur (<a href="http://www.toitetmoi.be/marches-publics/">www.toitetmoi.be/marches-publics/</a>)</p>	

- N -	<b>ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES</b>
	<p>Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur au plus tard le (cf. avis de marché).</p>
	<p>Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-Tendering : <a href="http://eten.publicprocurement.be">http://eten.publicprocurement.be</a> qui garantit le respect des conditions établies à l'articles 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.</p>
	<p>Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de dudit article. En effet, le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée. En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception. Plus d'information peuvent être obtenues sur le site : <a href="http://www.publicprocurement.be">http://www.publicprocurement.be</a> ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 740.80.80 - <a href="mailto:e.proc@publicprocurement.be">e.proc@publicprocurement.be</a></p>
	<p>Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017. Ainsi toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.</p>
	<p>Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt.</p>
	<p>Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées.</p>
	<p>La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu le (cf. avis de marché) et n'est pas publique.</p>

<b>- P -</b>	<b>TEXTE(S) ET MOTIVATION(S) DES DÉROGATIONS</b>
	<p>Liste des articles de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics :</p> <p><u>Articles 44, §2 et 47, §1er</u> : Le délai de 15 jours calendrier dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité, pour faire valoir ses moyens de défense devrait mener, dans de nombreux cas, à un dépassement du délai de 14 jours ouvrables suivant la notification émanant de l'Inspection du travail (en vertu de l'article 35/3, § 4, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs), délai dont dispose l'autorité adjudicatrice pour pouvoir encore, le cas échéant, résilier le marché et ainsi être pleinement déchargée de la responsabilité solidaire. L'autorité adjudicatrice doit, dans ce cas, pouvoir réduire le délai dont dispose l'adjudicataire pour faire valoir ses moyens de défense.</p> <p>Une réduction supplémentaire du délai dont dispose l'adjudicataire pour faire valoir ses moyens de défense est nécessaire lorsque l'autorité adjudicatrice est informée que cette entreprise ou son sous-traitant ou le sous-traitant de ce dernier et ainsi de suite, occupe un ou plusieurs ressortissants de pays tiers en séjour illégal. En effet, à partir du moment où l'autorité adjudicatrice est informée du fait que son adjudicataire occupe un ou plusieurs ressortissants de pays tiers en séjour illégal, elle sera en principe solidairement responsable du paiement de la rémunération encore due par son adjudicataire pour les prestations de travail effectuées dès lors qu'elle est informée du fait précité et que ces prestations s'inscrivent dans le cadre du marché public (article 35/11 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs).</p> <p>En outre, l'autorité adjudicatrice peut avoir sa responsabilité pénale engagée pour des infractions commises dans le cours de l'exécution du marché à partir du moment où elle est informée de l'occupation de ressortissants en séjour illégal.</p> <p>L'obligation pour l'autorité adjudicatrice d'attendre, dans les cas précités, l'expiration d'un délai de 15 jours calendrier pour permettre à l'adjudicataire de présenter ses moyens de défense, pèserait lourdement sur sa propre responsabilité solidaire.</p> <p><u>Article 45, §1</u> : sans que cela ne soit considéré comme une réelle dérogation, il est précisé que vu la nécessité de prévoir des moyens d'action pour l'adjudicateur en cas de manquement de l'adjudicataire durant la période de garantie, des pénalités particulières ont été prévues outre la possibilité de passer un/des marché(s) pour compte, le cas échéant.</p> <p>Il en est de même lorsque la réception provisoire a été accordée malgré la présence de travaux non conformes. Ces derniers faisant l'objet de retenues et pénalités spécifiques (voir D7, D7bis et D7ter ci-annexés). L'incertitude quant à l'applicabilité des moyens d'action prévus en section 7 de l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017 durant le délai de garantie oblige l'adjudicateur à les déterminer et ce, afin de garantir l'exécution de travaux en question et par conséquent, la parfaite et complète exécution du présent marché et ceci, afin de permettre une mise à disposition/en location des logements dans les meilleurs délais.</p> <p><u>Articles 44, §2 et 45, §3</u> : Le délai de 15 jours calendrier dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité, pour faire valoir ses moyens de défense est trop long au vu de l'importance de sécuriser des immeubles locatifs.</p>
<b>- Q -</b>	<b>EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER</b>
	Sans objet

Cahier spécial des charges S/21/0057 - Page 8 sur 23



## CLAUSES ADMINISTRATIVES : DEUXIEME PARTIE

### 1 ADJUDICATEUR

#### 1.1 IDENTIFICATION

**Adjudicateur :**

**Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL**

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Le service dirigeant de l'adjudicateur est :

Service Support - Achats

Pierre Claerbout, Directeur gérant

Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Toute demande de renseignements complémentaires et les questions relatives aux documents du cahier spécial des charges doivent être adressées par voie électronique à l'attention de Madame Madicken DEHAM, Gestionnaire de marchés publics, service Achats (Courriel : [mdeham@toitetmoi.be](mailto:mdeham@toitetmoi.be))

Il ne sera répondu qu'aux questions ayant été envoyées au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite pour le dépôt des offres.

#### 1.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

Le fonctionnaire dirigeant, au sens de l'article 11 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 modifié par l'arrêté royal du 22 juin 2017, sont :

**Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL**

Stéphane Dubois, chef de service Sécurité & Bien-être

Adresse : Place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Tél. : 065/47.01.21 – Courriel : [sdubois@toitetmoi.be](mailto:sdubois@toitetmoi.be) - Fax : 065/47.02.32

Mandats du fonctionnaire dirigeant :

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du contrat ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par l'adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de travaux modificatifs ou supplémentaires quelconques - sauf en cas de péril en la demeure - sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les travaux venaient à être refusés ultérieurement.

Si l'entrepreneur désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des travaux, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

## **2 OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

### **2.1 OBJET DU MARCHÉ**

Marché de services relatif aux prestations d'inspections, d'entretiens, de réparations et de remplacements sur le parc d'extincteurs et de matériel de protection incendie appartenant au pouvoir adjudicateur.

Les prescriptions techniques des prestations, objets du présent marché, figurent aux clauses techniques.

Ce marché ne confère aucun droit d'exclusivité à l'attributaire du marché.

### **2.2 PROCÉDURE DE PASSATION**

Le mode de passation est la procédure négociée directe avec publication préalable.

### **2.3 VARIANTES ET OPTIONS**

Les variantes libres sont interdites. Aucune variante facultative ou obligatoire n'est prévue.

Il n'y a pas d'option demandée.

Le dépôt d'options libres est autorisé. Les options libres sont des équipements accessoires ou des prestations supplémentaires que le soumissionnaire propose sans que le cahier spécial des charges ne les exige. Une option libre est proposée seulement à titre gracieux et n'entre pas en ligne de compte pour l'évaluation comparative des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas commander cette option.

## **3 NATURE DU MARCHÉ**

Ce marché est un marché mixte. L'inventaire est ainsi composé de prestations aux quantités forfaitaires (ex. : entretiens) et de prestations aux quantités présumées (ex. : réparations/fournitures). L'adjudicataire se voit ainsi garantir uniquement les quantités forfaitaires.

Les quantités présumées figurant à l'inventaire sont données uniquement à titre indicatif. Elles seront utilisées pour déterminer le montant de l'offre dans le cadre de l'attribution du marché. L'adjudicateur ne contracte aucune obligation d'acquiescer les postes concernés à concurrence des quantités estimées.

Pour les quantités forfaitaires, ces quantités sont connues au moment de la passation du marché ; l'attributaire a donc le droit d'exécuter les quantités minimales garanties reprises à l'inventaire.

## **4 DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché a une durée d'un an à dater du lendemain de la réception du courrier de notification du marché.

Trois reconductions tacites sont prévues. L'ensemble des dispositions du présent cahier spécial des charges, en ce compris les modalités d'exécution ainsi que les conditions et prix de l'offre de l'adjudicataire s'appliquent à la reconduction qui n'est donc pas soumise à négociations entre les parties. Son exécution est subordonnée à la commande de l'adjudicateur. Le fait d'avoir prévu une reconduction n'implique pas l'obligation de commander et ce, sans qu'une indemnisation quelconque ne soit due à l'adjudicataire. La non-activation de la reconduction s'effectuera par un courrier recommandé transmis au minimum 1 mois avant la fin de la période.

## **5 MOTIFS D'EXCLUSION**

### **5.1 MOTIFS D'EXCLUSION**

En application de l'article 39 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le soumissionnaire transmet une déclaration selon laquelle par le seul fait de participer au marché, il déclare implicitement sur l'honneur qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Cette déclaration implicite concerne :

- Attestation relative au paiement de la TVA
- Attestation relative au paiement des impôts
- Attestation relative au paiement des cotisations de sécurité sociale
- Attestation de non faillite

### **5.2 CAPACITÉ TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE**

Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle du soumissionnaire, la référence suivante est requise :

- la preuve de la qualification de minimum deux techniciens qui seront chargés de l'exécution du marché, suivant les normes S21-050.

### **5.3 RÈGLES COMMUNES**

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

En procédure restreinte, en procédure concurrentielle avec négociation ou en procédure négociée sans publication, toute personne consultée ou sélectionnée ne pourra s'associer avec une autre personne consultée/sélectionnée pour remettre une offre commune et ce, pour garantir une concurrence suffisante (art. 55 – AR 18/04/2017).

Conformément à l'article 66, §3 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.

Les soumissionnaires ou candidats ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant au droit d'accès peut être revue avant l'attribution du marché conformément à l'article 60 de l'AR du 18 avril 2017 afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

## **6 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION**

### **6.1 ERREURS OU OMISSIONS**

Lorsque l'opérateur économique découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit à l'adjudicateur et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

À défaut du respect de cette formalité pour ce qui concerne le métré, le soumissionnaire ne pourra plus se prévaloir de ces erreurs ou omissions (art 81-82 – AR 18/04/17).

### **6.2 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE**

L'offre et les inventaires sont établis conformément aux formulaires prévus dans le présent cahier spécial des charges (formulaire d'offre et inventaire).

L'offre est rédigée en français.

Sous peine de nullité, les offres doivent :

- être établies sur le formulaire de soumission joint au présent cahier spécial des charges ;
- comprendre l'inventaire récapitulatif dûment complété ;
- le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée ; cette signature valant pour les documents qui composent l'offre. Il en est de même en cas de modification de l'offre électronique ;

Les offres comprendront également :

- les statuts du soumissionnaire si celui-ci est une personne morale ;
- la preuve que le signataire de l'offre a qualité pour ce faire ;
- une fiche par sous-traitant dûment remplie (voir annexe au présent cahier spécial des charges) reprenant l'identité du ou des sous-traitant(s), la part du marché sous-traitée, l'agrération détenue. En cas d'appel à des sous-traitants, il est rappelé que ces derniers ne peuvent se trouver dans une des causes d'exclusion. L'adjudicateur se réserve le droit de vérifier la capacité des sous-traitants et l'absence de causes d'exclusion dans leur chef à tout moment et de demander, le cas échéant, à ce que ces derniers n'interviennent pas ou plus sur le chantier. Tout changement de sous-traitant par rapport à ceux indiqués dans l'offre remise sera soumis pour approbation à l'adjudicateur avant intervention sur le chantier et ce, afin notamment de vérifier que ce dernier dispose bien de la capacité requise et n'entre pas dans une cause d'exclusion.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par l'adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre ;
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir ;

Pour être valable, l'offre doit être datée et signée par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager la société.

Sauf accord préalable de l'adjudicateur, les groupements sans personnalité juridique de personnes (morales ou physiques) invitées à soumissionner sont interdits et ce, afin de garantir une concurrence réelle et suffisante.

## **7 PRIX**

**Les prix sont énoncés en euros.**

**Le montant total de l'offre ainsi que les prix unitaires qui y sont joints (au choix) sont exprimés en chiffres et en toutes lettres. En cas de discordance, seuls les prix exprimés en lettres feront foi.**

**Le soumissionnaire établit le montant de son offre selon ses propres opérations, calculs et estimations tenant compte du contenu et de l'étendue du marché.**

**Sont inclus dans les prix unitaires et globaux du marché toutes les impositions et taxes (exemples : recupel, livraison, etc.) généralement quelconques en vigueur au moment du dépôt de l'offre auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.**

Les prix unitaires et les prix totaux doivent être donnés suivant les inventaires.

L'adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires que les quantités sont présumées.

Le prix unitaire comprend tous les éléments permettant d'obtenir des prestations de services complètes et notamment les frais visés à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Les prix comprennent toutes les impositions généralement quelconques auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Un prix incluant la TVA sera également communiqué. Du fait de son offre, le soumissionnaire reconnaît que tous les accessoires nécessaires à ses missions font partie intégrante du marché de façon à réaliser les prestations de services complètes, rien excepté, ni réservé.

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

Les frais de passage au contrôle technique ne devront être pris en compte étant donné qu'ils seront pris en charge par l'adjudicateur (les documents ad hoc seront transmis en même temps que le véhicule).

### **7.1 VÉRIFICATION DES PRIX**

Sur simple demande écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir, préalablement à l'attribution du marché, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

L'adjudicateur rectifie les erreurs arithmétiques et purement matérielles dans les offres ; sans que la responsabilité de l'adjudicateur soit engagée s'il reste en défaut de déceler l'une ou l'autre erreur.

### **7.2 CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

L'adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse déterminée en se fondant sur le meilleur prix.

Document requis et méthode d'évaluation :

- *Cote du soumissionnaire A = 100 x (montant global de l'inventaire le moins cher/montant global de l'inventaire proposé par le soumissionnaire A)*

### **7.3 AUTORISATION DE COMMUNICATION**

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.

### **7.4 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE**

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

### **7.5 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER LE MARCHÉ**

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016, l'adjudicateur peut soit renoncer à attribuer le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode.

### **7.6 DROIT DE RÉSERVE**

Le prestataire de services et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution du marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite de l'adjudicateur. Le prestataire de services peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence.

### **7.7 PRINCIPES RELATIFS AU TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL AU SEIN DU MARCHÉ.**

Les données à caractère personnel doivent être:

- a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard des personnes concernées ;
- b) collectées pour les finalités exclusives du marché, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (maximum la durée du présent marché) ;
- f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

## **8 CLAUSES RELATIVES À L'EXÉCUTION**

ARRÊTÉ ROYAL DU 14/01/2013 MODIFIÉ PAR L'ARRÊTÉ ROYAL DU 22/06/2017

### **8.1 MOYENS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

Exception faite des courriers recommandés imposés par la présente législation, les parties communiqueront par courriel.

Adjudicateur : adresse courriel du fonctionnaire dirigeant et/ou de son délégué.

Prestataire : l'adresse courriel à utiliser sera communiquée au fonctionnaire dirigeant dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception du courrier de notification du marché.

Tout contact téléphonique sera confirmé par un courriel.

### **8.2 SOUS-TRAITANTS**

L'adjudicataire a l'obligation de recourir aux sous-traitants proposés dans l'offre à l'exception de ceux ne rencontrant plus le droit d'accès imposé à l'article 13 de l'AR du 22/06/2017 (causes d'exclusion, condition d'agrégation).

Dans ce cas ou dans le cas où un nouveau sous-traitant serait devenu nécessaire quel qu'en soit la cause, le sous-traitant proposé en cours d'exécution:

- devra rencontrer les critères imposés dans le présent CSC ;
- ne pas se trouver dans une des causes d'exclusion visées aux articles 67 et 68 de la loi du 17 juin 2016 ni celles de l'article 62 de l'AR du 22/06/2017 ;
- ne pas être exclu en application de l'article 48, §2, dernier alinéa de l'AR du 22/06/2017.

Son intervention sera soumise à l'autorisation préalable de l'adjudicateur.

Toute infraction à cette obligation sera considérée comme un manquement de l'adjudicataire aux clauses de son contrat pouvant donner lieu à l'application de mesures d'office. L'adjudicateur peut ordonner, sans mise en demeure, l'arrêt immédiat de toute exécution par un sous-traitant ne remplissant pas les conditions requises. Dans ce cas, l'adjudicataire supporte toutes les conséquences de l'arrêt.

### **8.3 MAIN-D'ŒUVRE – LISTE DU PERSONNEL OCCUPÉ**

Les attributaires renseigneront à l'adjudicateur la ou les personnes responsables de l'exécution du marché. Si ces personnes sont signalées par l'adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché de par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur inconduite notoire, les attributaires devront désigner d'autres responsables

### **8.4 GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **8.4.1 *Modalités complémentaires en matière d'assurance (art. 24)***

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à dater de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit les contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue et la responsabilité garantie requise.

L'attributaire du marché assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés durant l'exécution du marché.

L'adjudicataire est responsable de tous les dommages causés soit à des personnes, soit à des biens, découlant directement des activités relatives à l'exécution de ses missions légales et contractuelles. A cet égard, le fournisseur veillera à préserver, défendre et dédommager l'adjudicateur de toutes les pertes, coûts, dommages, responsabilités, actions et litiges de quelque nature que ce soit, subies ou survenues en raison ou par suite des activités liées à l'exécution du marché.

L'adjudicataire est tenu de souscrire les assurances nécessaires à compter de l'attribution du marché et de les conserver ou renouveler pendant toute la durée du marché, pendant laquelle sa responsabilité sera couverte comme mentionné ci-dessus.

L'adjudicataire transmettra à l'adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurance souscrites à cet effet ; il lui transmettra aussi, sur simple demande, son éventuel schéma de réassurance ainsi que le détail de la chose assurée et du montant de l'assurance.

L'adjudicataire est tenu de payer régulièrement, à chaque échéance, les primes qui sont à sa charge en raison des polices d'assurances souscrites. Le fournisseur devra en présenter la preuve, chaque fois que l'adjudicateur le lui demandera.

Il remet une copie de la police d'assurance à l'adjudicateur et peut être tenu de lui fournir à tout moment une attestation prouvant l'existence de ladite couverture.

A défaut d'une telle police d'assurance ou en cas de couverture insuffisante pour garantir le chantier en question, cela sera considéré comme un manquement aux clauses du marché pouvant donner lieu à la mise en place des mesures d'office.

#### **8.4.2 Cautionnement (art. 25 à 33)**

##### **Constitution du cautionnement**

§ 1<sup>er</sup>. Le cautionnement est calculé sur la base du prix mentionné dans la lettre de commande. En cas d'attribution de plusieurs lots à un même adjudicataire, celui-ci constitue un cautionnement pour chaque lot. Il représente 5% dudit montant.

§ 2. En cas de marché à tranches, le cautionnement est constitué par tranche à exécuter.

§ 3. Sauf disposition contraire dans la première partie du présent CSC, aucun cautionnement n'est exigé pour les marchés dont le montant est inférieur à 50.000€.

§ 4. Pour pouvoir bénéficier de la suspension, pendant la fermeture de l'entreprise pour les jours annuels de vacances payées et les jours de repos compensatoire prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire, du délai de 30 jours dont il dispose pour justifier la constitution du cautionnement, l'adjudicataire est tenu :

- soit de mentionner et prouver ces périodes dans son offre ;
- soit, en cas d'impossibilité de ce faire, les communiquer à l'adjudicateur dès qu'elles lui sont connues.

§ 5. Le cautionnement peut être constitué d'une des manières prévues à l'article 27, §2 de l'AR du 14/01/2013 modifié par l'AR du 22/06/2017.

§ 6. Lorsque ce dernier devient inadapté pour quelque cause que ce soit (prélèvement d'office, prestations supplémentaires ou modifications à la demande de l'adjudicateur ...) impliquant une augmentation ou diminution de plus de 20% du montant initial du marché, il est reconstitué ou adapté en conséquence à la demande de la partie intéressée.



§ 7. S'il y a lieu, l'adjudicateur prélève d'office les sommes qui lui reviennent sur le cautionnement, notamment en cas de défauts d'exécution visés à l'article 44, §1 de l'A.R. précité, sous réserve du respect des conditions prévues au § 2 du même article.

§8. Si le marché comporte une/des reconduction(s) au sens de l'article 57, alinéa 2, de la loi du 17 juin 2016, le cautionnement constitué pour le marché initial est transféré de plein droit au marché reconduit et éventuellement adapté.

### **Libération du cautionnement**

La demande de réception provisoire ou définitive vaut demande de libération du cautionnement correspondant.

Toute formalité nécessaire à la libération du cautionnement sera exécutée par la société dès qu'elle aura approuvé le procès-verbal de réception. Toutefois, l'accord de la Société wallonne du Logement restera requis pour les chantiers où l'adjudicateur est en droit de saisir totalement ou partiellement le cautionnement (Circulaire S.W.L. : G 2003/06).

## **8.5 MODALITÉS D'EXÉCUTION**

### ***8.5.1 Commandes partielles***

#### **Pour les prestations périodiques**

Les prestations liées aux prestations périodiques (entretiens) s'effectueront sur appel téléphonique du fonctionnaire dirigeant. Pour ce faire, l'attributaire du marché devra transmettre les coordonnées d'une personne de contact (un standard téléphonique ne sera pas accepté) au fonctionnaire dirigeant dans les 15 jours à dater de la notification du marché. La fixation d'une date de rendez-vous sera effectuée lors de cet appel téléphonique. Ce rendez-vous devra être fixé dans un délai de 15 jours calendrier maximum à compter de l'appel.

#### **Pour les prestations ponctuelles**

Un bon de commande sera transmis à l'attributaire du marché. Le lieu de livraison, les prix et les délais y seront clairement identifiés.

### ***8.5.2 Délais d'exécution***

#### **Prestations périodiques**

La date de rendez-vous devra être fixée dans un délai maximal de 15 jours calendrier à dater de l'appel.

#### **Prestations ponctuelles**

Les délais maximum d'exécution ou de livraison devront être indiqués à l'inventaire. Ces délais deviendront contractuels dès la notification du marché.

Les délais s'entendent en jours calendrier.

## **8.6 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES ET LOGISTIQUES**

Les extincteurs à fournir seront conformes à la norme NBN EN-3.

Les prestations d'entretien des extincteurs seront conformes à la norme NBN S21-050.

Les prestations d'entretien des sprinklers seront conformes à la norme NBN EN 12845.

Pour tout achat dans le cadre de ce marché, les fournitures devront être agréées suivant la législation en vigueur.

## **8.7 PAIEMENTS**

### ***8.7.1 Avances et acomptes***

Il ne sera accordé ni avances ni acompte

#### **8.7.2 Facturation**

Les demandes de paiement des prestations valant déclaration de créance sont introduites au siège social de l'adjudicateur. Elles devront être datées, signées, mentionner la référence du cahier spécial des charges, être libellées conformément aux postes d'inventaire.

#### **8.7.3 Délais de paiement**

Les demandes de paiement doivent être adressées à l'adjudicateur. Ce dernier dispose alors de 30 jours pour procéder aux vérifications nécessaires pour autant qu'il ait été mis en possession des documents utiles.

A compter du terme du délai de vérification susvisé, l'adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.

### **8.8 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR**

#### **8.8.1 Défauts d'exécution et sanctions (Art. 44)**

Application de l'article 44 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

#### **8.8.2 Pénalités (Art. 45)**

Pour tout défaut d'exécution, des pénalités sont dues conformément à l'article 45 de l'A.R. du 14/01/2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

#### **8.8.3 Amendes pour retard (Art. 46)**

Des amendes de retard sont dues, sans mise en demeure, à titre d'indemnité forfaitaire, en cas de retard dans l'exécution du marché, conformément à l'article 154 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

#### **8.8.4 Mesures d'office (Art. 47)**

Application de l'article 47 de l'AR du 14 janvier 2013 modifié par l'AR du 22 juin 2017.

### **8.9 FIN DU MARCHÉ – ART. 61 DE L'A.R. DU 22/06/2017.**

#### **8.9.1 Résiliation par l'adjudicateur**

Outre l'application de l'article 47 de l'Arrêté royal du 22 juin 2017 en cas de manquement(s) grave(s) constaté(s) dans le chef de l'adjudicataire, la résiliation du marché peut être prononcée unilatéralement par l'adjudicateur, sans indemnisation de l'adjudicataire :

- si ce dernier entre dans un cas d'exclusion visés aux articles 67 à 68 de la loi du 17 juin 2016 ;
- pour des motifs d'intérêt général ou dans le cas où les modifications à apporter au marché contreviennent à l'article 37 de l'Arrêté royal du 22 juin 2017 (dépassement du seuil de 15% calculé par rapport au coût réel des services) : l'adjudicataire aura, dans ces cas, droit au paiement des services faits et acceptés ainsi qu'à une indemnité représentant 10 % du montant correspondant à la part de services qui ne sera pas réalisée.
- En cas de marché stock : moyennant le paiement des prestations effectuées et acceptées, l'adjudicateur a la faculté de mettre fin à tout moment à tout ou partie du présent marché par l'envoi au prestataire d'une lettre recommandée en ce sens. Si le marché comprenait des quantités ou des prestations garanties ou si une prestation non garantie a été commandée mais annulée (partiellement ou totalement), l'adjudicataire a droit au

paiement d'une indemnité représentant 10% de la valeur des prestations non (complètement) réalisées y afférentes. Pour le surplus, le prestataire n'a droit à aucun dédommagement en cas de résiliation.

#### **8.9.2 Résiliation pour cas de force majeure**

Chaque partie sera déliée de ses obligations au titre du présent contrat dans la mesure et aussi longtemps que l'exécution en sera empêchée pour une raison de force majeure. La partie qui voudra se prévaloir d'une circonstance de force majeure devra, sans tarder, notifier à l'autre partie le commencement et la cessation d'une telle circonstance. Si les circonstances de force majeure durent pendant une période excédant trois mois, chacune des parties sera en droit de résilier par écrit le contrat sans encourir une responsabilité ultérieure.

En ce cas, le montant dû sera calculé au prorata des prestations effectivement réalisées après déduction éventuelle des pénalités encourues.

#### **8.10 RÉCEPTIONS – ART. 64 DE L'A.R. DU 22/06/2017.**

##### **Pour les prestations périodiques**

Une fois les prestations d'entretien effectuées, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant par écrit. La réception des prestations d'entretien s'effectuera tacitement à l'expiration du délai de vérification de trente jours dont dispose le fonctionnaire dirigeant.

##### **Pour les prestations ponctuelles**

Dès que la réparation sera effectuée, le prestataire en informera le fonctionnaire dirigeant par écrit. La réception des prestations de réparations s'effectuera tacitement à l'expiration du délai de vérification de trente jours dont dispose le fonctionnaire dirigeant.

#### **8.11 MODIFICATIONS DU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN**

##### *8.11.1 Modification du parc immobilier de l'adjudicateur*

En cas d'ajout ou de suppression d'installations, il sera établi un décompte en moins proportionnel aux parties qui seront retirées du marché avec une indemnisation de 10 % de la valeur des entretiens concernés.

Le pouvoir adjudicateur informera l'attributaire du marché dès que l'information sera officielle.

Pour rappel, dans le cadre de la partie à bons de commande, les quantités présumées figurant à l'inventaire sont données uniquement à titre indicatif. Elles seront utilisées pour déterminer le montant de l'offre dans le cadre de l'attribution du marché. Le pouvoir adjudicateur ne contracte aucune obligation d'acquiescer les services à concurrence des quantités estimées.

##### *8.11.2 Ajout de prestations*

L'adjudicateur pourra intégrer des prestations non présentes dans le marché initial sous forme d'avenants. Pour ce faire, l'adjudicateur interrogera l'attributaire afin qu'il remette son prix unitaire dans un délai de 7 jours calendrier

##### *8.11.3 Révision de prix*

Les prix unitaires peuvent être revus suivant l'indice des prix à la consommation, à la demande de l'attributaire à effectuer par courrier recommandé au maximum 1 mois avant la date anniversaire du marché.

#### *8.11.1 Variation de QP*

En fonction des pannes rencontrées et des dégâts occasionnés aux installations, les QP prévues à l'inventaire peuvent varier. Ces événements étant imprévisibles, aucune indemnité ne sera négociée avec l'adjudicataire.

## **CLAUSES TECHNIQUES**

Tous les éléments ainsi que les accessoires, et de manière générale ce qui est mis en œuvre par l'adjudicataire dans le cadre de ce marché, doivent répondre aux prescriptions techniques qui sont reprises ci-après.

**Par son offre, le soumissionnaire retenu s'engage à réaliser les prestations en conformité avec ces dispositions.**

Ce marché a pour objectif de maintenir la conformité du parc d'extincteurs et de matériel de protection incendie appartenant au pouvoir adjudicateur. Dans cet objectif, des prestations d'entretien, de réparation (recharges, remplacement de pièces, etc.) et de remplacement (suite vétusté, vandalisme, vol, etc.) seront effectuées.

Le marché est composé de trois types de prestations :

## **9 ENTRETIENS ANNUELS**

### **9.1 ENTRETIEN DES EXTINCTEURS**

Le terme « entretien » comprend toutes les prestations nécessaires à l'exécution de l'entretien annuel des extincteurs, conformément à la norme belge **NBN S21-050** et à ses éventuelles modifications ultérieures.

Le parc d'extincteurs comportent 1277 extincteurs dont principalement des extincteurs à poudre 6kg. Il existe cependant 1 extincteurs CO<sub>2</sub>.

Les entretiens s'effectueront par groupe d'extincteurs comprenant au minimum 40 à 50 pièces. Cependant, les soumissionnaires doivent prévoir l'entretien de +/- 400 extincteurs mensuels deux ou trois fois sur l'année.

Les prestations devront s'effectuer dans les créneaux horaires suivant : du lundi au vendredi, hors jours de fermeture du pouvoir adjudicateur et de 7h45 à 15h30.

Après chaque journée d'intervention, l'attributaire rédigera un rapport d'intervention reprenant le détail de toutes prestations (nombre d'extincteurs vérifiés, nombre d'extincteurs déclassés, nombre et type de réparations, nombre de remplacement de poudre, etc.) et le fera signer par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

### **9.2 ENTRETIEN DES SPRINKLERS**

Le terme « entretien » comprend toutes les prestations nécessaires à l'exécution de l'entretien annuel des installations, conformément à la norme belge en vigueur et à ses éventuelles modifications ultérieures.

- Site « Alouettes » : 3 sprinklers situés dans le « local poubelles »
- Site « Pinsons » : 3 sprinklers situés dans le « local poubelles »
- Site « Jean-Jaurès » : 8 sprinklers situés dans le « local poubelles »
- Site « Allée des Oiseaux à Mons » : 10 sprinklers dans le « local à archives »
- Site « clos des Hirondelles à Frameries » : 12 sprinklers dans le « local poubelles »

Les prestations devront s'effectuer dans les créneaux horaires suivant : du lundi au vendredi, hors jours de fermeture du pouvoir adjudicateur et de 7h45 à 15h30.

Après chaque journée d'intervention, l'attributaire rédigera un rapport d'intervention reprenant le détail de toutes prestations (nombre de sprinklers vérifiés, nombre et type de réparations, etc.) et le fera signer par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

## **10 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES AUX ENTRETIENS ANNUELS : REPARATIONS**

Lors des entretiens, des prestations de réparation seront nécessaires à la mise en conformité du groupe d'extincteurs concernés.

Le soumissionnaire indiquera les prix unitaires des prestations de réparation suivantes (en fourniture et pose):

Extincteurs :

- Recharge poudre ABC 6kg
- Recharge poudre ABC 9kg
- Set de joints
- Tuyau et gâchette
- Sparkler
- Sécurité/goupilles
- Tête extincteur poudre
- Poignée
- Cartouche gaz
- Tête à percussion

## **11 FOURNITURE DE MATERIEL DE PROTECTION INCENDIE**

Le soumissionnaire transmettra, via l'inventaire, le prix unitaire des articles suivants :

- Extincteur à poudre 6kg
- Extincteur à mousse

*Dans le cadre de remplacements d'extincteurs, le pouvoir adjudicateur privilégiera des extincteurs respectueux de l'environnement. Aussi, les extincteurs à fournir répondront aux critères suivants :*

- les extincteurs portatifs répondront aux critères nationaux en vigueur et à la norme EN-3 ;
- les extincteurs mobiles répondront à la norme EN-1866 ;
- les ingrédients des extincteurs répondront aux exigences de la norme EN-1568 ;
- les gaz utilisés dans l'extincteur répondront à la norme ISO-14520

*La conformité à ces critères pourra être attestée par le label « MILIEUKEUR ». Toute autre preuve appropriée d'un organisme agréé peut également être utilisée.*

- Dévidoir fixe 20m
- Dévidoir fixe 30m
- Dévidoir pivotant 20m
- Dévidoir pivotant 30m
- Tuyau 1" x 30
- Tuyau ¾" x 20
- Clip tuyau
- Lance métal ¾"
- Lance métal 1"
- Lance Euro ¾"
- Lance Euro 1"
- Tube d'alimentation
- Vanne manuelle
- Plaque murale
- Flasque
- Guide tuyau
- Manomètre
- Extincteurs pour véhicules automobile
- Hydrants

**Le soumissionnaire transmettra, en annexe de son offre, les fiches techniques des fournitures ci-dessus.**